

[Article Ouest France](#)

Les habitants du Pays d'Ancenis sont soucieux de l'avenir de leurs services publics. Notamment celui de la trésorerie. Jeudi dernier, un appel à la mobilisation a été lancé par les organisations syndicales.

Le pays d'Ancenis se voit-il dépouiller de son service public des finances ? C'est ce que redoutent des élus, syndicats et certains habitants. La réforme du gouvernement prévoit de remplacer la moitié des trésoreries et des centres des finances par des « accueils de proximité » d'ici à 2022.

Selon l'intersyndicale, composée de la CGT, CDFT, Solidaires et FO, un service de gestion comptable serait créé à Châteaubriant regroupant Ancenis, Blain, Nozay et la communauté d'agglomération Sèvre et Maine. « Ces accueils seront ouverts seulement quelques jours par mois. Les habitants d'Ancenis vont devoir se déplacer jusqu'à Châteaubriant pour faire leurs démarches, s'agacent Christelle représentante de Force Ouvrière. On est en train de procéder à un casse généralisé des services publics. On va tout droit vers une privatisation. »

Ce jeudi, à l'espace Landrain, une petite centaine d'habitants ont fait part de leurs inquiétudes vis-à-vis de cette nouvelle réforme. « Pourquoi Châteaubriant ? Et on fait comment pour y aller en transport en commun ? Le train part de Nantes. Il faut une demi-journée pour s'y rendre. On nous parle d'écologie, mais on nous oblige en permanence à dépenser notre fioul », souligne Anne, qui habite Ancenis.

Interpeller la population, mais comment ?

« Comment faire pour que les services publics restent là ? », s'interroge Gilles, de la même commune. Une femme rétorque : « je suis sceptique. Beaucoup de gens ne se sentent pas touchés. » « Il faut faire du buzz, lâche un autre participant. Ça marche comme ça aujourd'hui. » Christelle fait remarquer : « même au niveau des élus, le niveau d'information n'est pas le même partout. La grève ne nous fait pas peur même si elle n'est pas suffisante. On touche à la ruralité. Nous sommes tous concernés », rappelle la représentante de FO, avant d'évoquer l'importance « d'en parler autour de soi ».

« On est démuni, on va tout perdre »

« Cette réforme met les plus fragiles dans la précarité », reprend Laurence, militante syndicale à Solidaires. Annick, de la CFDT, confirme, « on nous parle de dématérialisation et de télétravail. Mais ça prive de service public tous ceux qui n'ont pas internet ou qui payent en numéraire. Un usager perdu est un usager qui perd des droits. » Pierre-Yves, de la CGT, ajoute : « 20 % des personnes sont hermétiques à la dématérialisation. C'est énorme. »

Une employée du service des finances d'Ancenis confie son angoisse de devoir aller travailler à Châteaubriant. « On n'a pas envie d'aller là-bas. Toute notre vie est ici : nos habitudes, notre vie sociale, nos familles... On perd tout sans qu'on ait notre mot à dire. » La représentante syndicale de Force Ouvrière acquiesce et confie : « c'est dur pour nous aussi en ce moment. Faites gaffe à votre santé. Ils n'en ont rien à faire de nous. On est baladé comme des paquets de lessive. On doit faire ce qu'on nous dit sinon c'est la porte. C'est un drame social mais aussi, un drame humain », conclut Christelle.

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [Infos / actions](#)

[Luttes 2019](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
